

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement Occitanie
89 rue Wéber CS 52002
30907 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 15/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SALA GRANITS

960 Chemin du Puits de Brunel
30000 Nîmes

Références : -

Code AIOT : 0006600617

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2024 dans l'établissement SALA GRANITS implanté Petit Roc Taille 30000 Nîmes. L'inspection a été annoncée le 15/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SALA GRANITS
- Petit Roc Taille 30000 Nîmes
- Code AIOT : 0006600617

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de blocs de calcaire millénaire ayant servi à la construction des monuments de la ville de Nîmes. Les derniers blocs ont été extraits en 2020.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La carrière n'est plus exploitée depuis 2020, elle est très isolée il faut un véhicule tout terrain pour y accéder. Il y a un point d'eau datant de l'époque Romaine sur le front nord-ouest. Présence de nombreux graffitis sur les fronts.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	REMISE EN ETAT ET CESSATION D'ACTIVITE	Arrêté Préfectoral du 20/12/1991, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Sécurité du public	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 20/12/1991, article 3.52	Sans objet
3	Côte NGF	Arrêté Préfectoral du 20/12/1991, article 3.113	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'autorisation d'exploiter la carrière arrive bientôt à échéance (20/12/2024). L'exploitant n'envisage pas de poursuivre l'exploitation de sa carrière et se dirige vers une cessation d'activité. Ainsi, en application de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, l'exploitant doit notifier cette cessation au préfet et engager la procédure de cessation d'activité prévue par le code de l'environnement.

En outre, et dans le cadre de la mise en sécurité qui accompagne cette démarche, l'exploitant doit matérialiser l'interdiction d'accès sur la partie sud-est de la carrière et doit évacuer les pneus et les quelques morceaux de ferraille présents sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/1991, article 3.52
Thème(s) : Situation administrative, Gerep
Prescription contrôlée : Un rapport annuel [...] ou accident.
Constats : La carrière n'est plus exploitée depuis 2020.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : REMISE EN ETAT ET CESSATION D'ACTIVITE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/1991, article 4
Thème(s) : Situation administrative, -
Prescription contrôlée : Sans préjudice [...] l'ensemble des terrains devra être nettoyé.
Constats : L'autorisation d'exploiter la carrière arrive bientôt à échéance (20/12/2024), l'exploitant doit finaliser la remise en état et notamment évacuer les quelques déchets présent sur le site: pneus, ferrailles. L'exploitant n'envisage pas de poursuivre l'exploitation de sa carrière et se dirige vers une cessation d'activité. En application de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, celle-ci aurait dû être notifiée au préfet du Gard 6 mois avant l'échéance, soit au 20 juin 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En vue de la cessation d'activité à venir l'exploitant doit, en application des articles R.512-39-1 et suivants : 1. notifier, sous 1 mois, au préfet la date d'arrêt définitif des installations en indiquant les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement, des terrains concernés du site. 2. dans un second temps, dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, faire attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre (ATTES-SECUR) par une entreprise certifiée dont la liste est disponible à l'adresse suivante : https://www.lne.fr/fr/service/certification/certification-reglementaire-sites-sols-pollues 3. enfin, transmettre au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation établi conformément à l'article R.512-39-3 du code de l'environnement. Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site (ATTES-MEMOIRE) établie par une entreprise certifiée dont la liste est disponible à l'adresse mentionnée précédemment.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Côte NGF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/1991, article 3.113
Thème(s) : Situation administrative, NGF
Prescription contrôlée : L'exploitation sera [...] par gradins.
Constats : La cote minimale NGF (120m) est respectée, il reste environ 15 m de gisement non exploité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Accès
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.
Constats : L'inspection a constaté que l'entrée de la carrière n'était pas sécurisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en place un moyen pour sécuriser l'entrée de la carrière avec un panneau "danger carrière".
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois